

y a vingt ans peut aujourd'hui donner lieu à un échec total. Dans le cas de la production laitière la ruine pourrait venir de l'introduction de la margarine. Je ne cite ce produit qu'à titre d'exemple.

Une ferme aurait pu très facilement faire vivre une famille à l'époque où l'on utilisait les chevaux, lorsque les machines étaient plus ou moins rudimentaires (dans bien des cas, le cultivateur pouvait fabriquer lui-même ses machines), lorsqu'il produisait son propre combustible, mais la même ferme serait vouée aujourd'hui à un échec total, le cultivateur fût-il aussi habile et aussi entraîné au travail que celui d'il y a une vingtaine d'années. Je crois que le Canada, en tant que nation, doit réfléchir sérieusement afin de trouver la voie qui nous permettra probablement de sortir de nos difficultés. Le discours de l'honorable député de Queens m'a vivement impressionné car il nous a exposé une situation qui risque de se produire dans bon nombre des provinces du Canada avant longtemps si nous ne trouvons la solution de nos problèmes.

Puis-je considérer la situation agricole dans son ensemble pendant les instants que je me sentirai libre d'utiliser ce soir. Qu'on le sache bien, je ne parle ni au nom du groupe du Crédit social ni du mouvement du Crédit social. J'entends par là que mes propos ou les propositions que je pourrai formuler peuvent ne pas être du genre que le mouvement du Crédit social préconiserait officiellement. Ce que je vais dire se fonde sur la façon dont nous pourrions, à mon avis, résoudre nos difficultés; il s'agit des propositions créditistes que nous avons formulées en cette enceinte, propositions dont il faudra très bientôt tenir compte plus qu'on ne l'a fait par le passé, à cause des difficultés avec lesquelles nous sommes aux prises.

Je voudrais indiquer plusieurs dangers qui menacent l'agriculture canadienne et proposer ensuite diverses mesures qui s'imposent, à mon avis, pour nous protéger contre ces dangers ou les dissiper. J'indiquerai aussi les moyens que nous pourrions prendre pour appliquer ces mesures.

A mon avis, six graves dangers menacent aujourd'hui l'agriculture canadienne. En premier lieu, il y a le danger de la concurrence américaine. Les honorables députés ont suffisamment démontré que la concurrence des États-Unis menace de plus en plus les cultivateurs canadiens. Il ne faudrait pas croire que les cultivateurs canadiens ne doivent pas soutenir une concurrence ouverte de la part des cultivateurs américains, car ils leur font concurrence non seulement au Canada mais partout dans le monde.

Le deuxième danger, c'est la constitution au Canada d'excédents trop considérables,

[M. Blackmore.]

d'excédents semblables à ceux qui ont suscité de grandes difficultés aux États-Unis et qui menacent de les maintenir dans cette situation.

En troisième lieu, il est possible que des conditions déplorables frappent l'agriculture et nuisent grandement à nos sources d'approvisionnement de vivres, comme l'a clairement indiqué l'honorable député de Queens.

En quatrième lieu, il y a le danger que constituerait pour l'économie canadienne un fléchissement de l'activité dans les agglomérations agricoles. En voici un exemple. Récemment, M. James S. Duncan, fabricant de machines agricoles, a déclaré que son établissement renverrait 890 hommes le vendredi 3 juin. La raison en était l'absence d'une demande de machines agricoles, genre de production dans lequel ils étaient spécialisés. Or, 890 hommes c'est beaucoup.

**M. Pouliot:** Puis-je poser une question à l'honorable député?

**M. Blackmore:** Je vous en prie.

**M. Pouliot:** N'est-ce pas parce que les instruments aratoires de même genre ont atteint le point de saturation?

**M. Blackmore:** L'honorable représentant de Témiscouata a posé une question qui mérite réponse. Eh bien, à mon avis, tel n'est pas le cas. Une des principales raisons c'est que le genre de machines utilisées par les grandes exploitations agricoles, celles de l'Ouest en particulier, changent très rapidement. Par exemple, tous les dix ou douze ans au moins, on peut voir le cultivateur utiliser une machine d'un genre différent, conçu pour donner un meilleur rendement, et le reste. Pour se maintenir à la hauteur, le cultivateur doit acheter cette machine perfectionnée.

**M. Pouliot:** Mon honorable ami sait qu'aujourd'hui il y a plus de tracteurs que jamais.

**Une voix:** C'est naturel.

**M. Blackmore:** L'honorable représentant de Témiscouata pose d'excellentes questions, qui vont au fond des choses. Il a l'œil ouvert. Nous, agriculteurs, sachons comme lui envisager les choses.

**M. Pouliot:** Je ne veux pas dire des tracteurs pour les routes; je veux dire des tracteurs pour les fermes.

**M. Blackmore:** Je comprends parfaitement. La grande question c'est celle de savoir si toutes les entreprises agricoles qui devraient avoir des tracteurs en possèdent.

**M. Pouliot:** Non. Ils achètent des tracteurs en commun. Trois ou quatre cultivateurs s'accordent pour acheter un tracteur, et c'est tout comme s'il y en avait quatre.